



HAL
open science

Quelle sécurité alimentaire en Inde? Dilemmes économiques, socio-politiques et environnementaux.

Frédéric Landy

► **To cite this version:**

Frédéric Landy. Quelle sécurité alimentaire en Inde? Dilemmes économiques, socio-politiques et environnementaux. : Une mise en miroir francilienne. 2014. halshs-01005543

HAL Id: halshs-01005543

<https://shs.hal.science/halshs-01005543>

Preprint submitted on 12 Jun 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Quelle sécurité alimentaire en Inde ? Dilemmes économiques, socio-politiques et environnementaux. Une mise en miroir francilienne

Frédéric Landy

N°69 | juin 2014

Ce compte-rendu d'un colloque sur la sécurité alimentaire en Inde à la lumière de la situation française et francilienne souligne la situation fragile de l'Union indienne. Des politiques volontaristes ont été menées depuis l'Indépendance, mais elles sont fondées sur un paradigme à bout de souffle. La voie du commerce équitable et de l'agriculture biologique, tout comme l'intégration des exploitations dans l'industrie agro-alimentaire, apparaissent des solutions à certains types de régions, de produits et d'exploitants. Les types de régulation et de patrimonialisation de l'agriculture en Ile-de-France peuvent fournir de nouvelles idées aux décideurs indiens – tout comme l'Inde livre bien des sujets de réflexions aux acteurs français.

Working Papers Series

Quelle sécurité alimentaire en Inde ? Dilemmes économiques, socio-politiques et environnementaux

Une mise en miroir francilienne

Frédéric Landy

Juin 2014

L'auteur

Frédéric Landy est professeur de géographie à l'Université de Paris Ouest-Nanterre-La Défense. Membre de l'UMR LAVUE et membre associé du Centre d'études de l'Inde et de l'Asie du Sud, il est l'auteur de *Un milliard à nourrir. Grain, territoire et politiques en Inde*, Belin, 2006, et le co-auteur de *Agriculture et alimentation de l'Inde*, INRA Editions, 2002, tous deux publiés en version anglaise chez Manohar. Il a dirigé le *Dictionnaire de l'Inde contemporaine* (Armand Colin, 2010). Il est actuellement responsable du programme UNPEC financé par l'ANR comparant les parcs nationaux de métropoles des pays émergents.

Le texte

Compte-rendu du colloque Association France Union Indienne AFUI-FMSH du 15 novembre 2013, Paris (<http://www.fmsch.fr/fr/c/3992>).

Citer ce document

Frédéric Landy, *Quelle sécurité alimentaire en Inde ? Dilemmes économiques, socio-politiques et environnementaux. Une mise en miroir francilienne*, FMSH-WP-2014-69, juin 2014.

© Fondation Maison des sciences de l'homme - 2014

Informations et soumission des textes :

wpfmsch@msh-paris.fr

Fondation Maison des sciences de l'homme
190-196 avenue de France
75013 Paris - France

<http://www.fmsch.fr>

<http://halshs.archives-ouvertes.fr/FMSH-WP>

<http://wpfmsch.hypotheses.org>

Les Working Papers et les Position Papers de la Fondation Maison des sciences de l'homme ont pour objectif la diffusion ouverte des travaux en train de se faire dans le cadre des diverses activités scientifiques de la Fondation : Le Collège d'études mondiales, Bourses Fernand Braudel-IFER, Programmes scientifiques, hébergement à la Maison Suger, Séminaires et Centres associés, Directeurs d'études associés...

Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que leur auteur et ne reflètent pas nécessairement les positions institutionnelles de la Fondation MSH.

The Working Papers and Position Papers of the FMSH are produced in the course of the scientific activities of the FMSH: the chairs of the Institute for Global Studies, Fernand Braudel-IFER grants, the Foundation's scientific programmes, or the scholars hosted at the Maison Suger or as associate research directors. Working Papers may also be produced in partnership with affiliated institutions.

The views expressed in this paper are the author's own and do not necessarily reflect institutional positions from the Foundation MSH.

Résumé

Ce compte-rendu d'un colloque sur la sécurité alimentaire en Inde à la lumière de la situation française et francilienne souligne la situation fragile de l'Union indienne. Des politiques volontaristes ont été menées depuis l'Indépendance, mais elles sont fondées sur un paradigme à bout de souffle. La voie du commerce équitable et de l'agriculture biologique, tout comme l'intégration des exploitations dans l'industrie agro-alimentaire, apparaissent des solutions à certains types de régions, de produits et d'exploitants. Les types de régulation et de patrimonialisation de l'agriculture en Ile-de-France peuvent fournir de nouvelles idées aux décideurs indiens – tout comme l'Inde livre bien des sujets de réflexions aux acteurs français.

Mots-clefs

sécurité alimentaire, Inde, Ile-de-France, agriculture

Which food security in India ? Economic, socio-political and environmental dilemmas. A comparison with (Ile-de-)France

An account of the AFUI-FMSH seminar held on Nov.15, 2013, in Paris

Abstract

This is an account of a seminar comparing food security in India with the situation in France and Ile-de-France (Paris region). It highlights the heavy pressure on agricultural land and the still prevailing food insecurity in India. Voluntarist policies were implemented after Independence, but they were founded on a paradigm that today seems out of steam. Fair trade and organic farming, as well as inclusion of farms into agro-business chain, are solutions for some regions, products and farms. The various types of regulation and heritageisation of agriculture in Ile-de-France could bring new ideas to Indian decision makers – while India brings food for thought to French stakeholders.

Keywords

food security, India, France, Ile-de-France, agriculture

Sommaire

| | |
|--|-----------|
| Une énorme pression sur la terre | 4 |
| L'insécurité alimentaire | 5 |
| Des politiques alimentaires plutôt volontaristes | 6 |
| Entre commerce équitable, agriculture bio et industrie agro-alimentaire | 8 |
| Annexe : intervenants cités | 10 |

Pour l'Inde la sécurité alimentaire n'est pas négociable. Les gouvernements de toutes les nations en développement ont l'obligation légitime et le devoir moral d'assurer la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance des centaines de millions de personnes affamées et pauvres. Dans ces pays, les achats publics à prix administrés sont souvent la seule méthode pour soutenir les agriculteurs et construire des stocks de sécurité. Il faut corriger les règles trop datées de l'OMC.

Anand Sharma, ministre indien du Commerce,

Conférence de l'OMC, 4 décembre 2013.

www.wto.org/english/thewto_e/minist_e/mc9_e/stat_e/ind.pdf

La France n'a pas avec l'Inde les relations qu'elle conserve avec beaucoup de pays africains. (Faut-il forcément s'en lamenter ?). Pourtant, ces deux démocraties, ces deux économies marquées par une forte présence de l'Etat, où l'agriculture garde un poids important, auraient beaucoup à discuter et à mettre en commun, soit dans le cadre des deux Unions (européenne et indienne), soit de nation à nation. Y contribuer, ce fut l'objectif de ce colloque.

Deux approches pour cela. La première fut minoritaire mais ouvrit la journée : elle concerne les relations entre gouvernements des deux pays, entre chercheurs - entre institutions. François Houllier, PDG de l'INRA et d'AllEnvi, a ainsi évoqué les succès agronomiques de la France et de l'Inde (où dans les deux cas les rendements de blé ont presque quadruplé en six décennies). La sécurité alimentaire n'est cependant plus définie par des chiffres bruts de production totale, mais de façon bien plus qualitative, et passant du seul niveau national à celui des individus, et en tenant compte de la répartition et de l'accès à la nourriture. Elle représente un des objets qui animent en France des groupements de recherche comme le Consortium Agreenium ou AllEnvi, de grands projets comme Agrimonde, mais aussi le sujet de quelques programmes de coopération franco-indiens comme le projet AICHA sur l'adaptation de l'agriculture irriguée au changement climatique en Inde du Sud. A leur tour, Isabelle This Saint-Jean, vice-présidente du Conseil régional d'Ile-de-France, Arun Kumar Singh, ambassadeur de l'Inde, et Philippe Vinçon, chef du service des relations internationales du ministère de l'Agriculture, ont tous souligné l'importance

du défi de la sécurité alimentaire à l'échelle de la région comme de la planète.

La seconde approche consiste à comparer les trajectoires nationales et régionales, à l'occasion de rencontres comme ce colloque : elle permet sinon de tirer des leçons, du moins d'obtenir des regards inédits qui peuvent ensuite faire germer idées nouvelles et solutions... Les regards croisés France-Inde n'en sont que plus précieux. Quelle politique alimentaire suivre, dans un contexte de mondialisation où l'OMC prône le libre-échange, tandis que les accords bilatéraux prennent de plus en plus d'importance ? Dans ces deux démocraties que sont l'Inde et la France, les ministres doivent tenir compte de leur électorat – majoritairement paysan en Inde, et composé de consommateurs de produits alimentaires dans les deux pays. L'enjeu alimentaire relève plus que jamais du double domaine *du* politique comme *des* politiques. La présente synthèse commencera à présenter le défi indien : une agriculture émietlée, et une insécurité alimentaire toujours problématique. Les politiques volontaristes demeurent donc à l'ordre du jour, on le verra, même si l'essor de l'agro-alimentaire en Inde, et le développement d'une agriculture et d'une consommation « citoyennes » dans les deux pays offrent une nouvelle donne.

Une énorme pression sur la terre

Officiellement 69 % de la population indienne est encore rurale (2011). Or, plus des trois-quarts des ruraux demeurent agriculteurs : la moitié de la population active indienne travaille au moins à temps partiel dans l'agriculture ! Pour un pays dont la superficie est trois fois plus petite que la Chine ou le Brésil, on a donc une pression considérable sur la terre, avec une multitude de petits agriculteurs : les exploitants cultivent un hectare en moyenne, et plus de 80 % d'entre eux n'ont pas assez de terre pour en vivre. Sur une bonne partie de l'année ils sont donc ouvriers agricoles, travailleurs dans des chantiers ruraux, ou bien partent en ville. On le comprend, l'essentiel des exploitations correspond au modèle de l'agriculture « familiale » : on n'a pas besoin d'engager de la main-d'œuvre extérieure au ménage à l'exception de certaines opérations (repiquage du riz, moisson...) pour lesquelles l'entraide gratuite est d'ailleurs répandue.

Cette pression sur la terre est renforcée par l'« émergence » actuelle de l'Inde, dont l'urbanisation, les nouvelles infrastructures et industries, les multiples zones franches et projets miniers émanant de l'Etat, des entreprises indiennes comme des entreprises étrangères, accroissent encore les besoins en foncier. Ce n'est pas un hasard si la libéralisation économique, développée à partir de 1991 notamment, s'est traduite par un renouveau des conflits agraires, les luttes se faisant parfois pacifiquement (réforme agraire demandée par l'ONG Etkaparishad), parfois violemment : les guérillas « naxalites », d'inspiration maoïste, et dont le gros des troupes provient de populations « tribales » craignant pour leurs terres, tiennent désormais toute une bande de territoire nord-sud allant de la frontière népalaise à l'Andhra Pradesh. La violence peut d'ailleurs être tournée contre soi-même : dans l'Inde centrale peu irriguée, nombreux sont les suicides d'agriculteurs, pourtant sous-enregistrés (communication de Palagummi Sainath). Ils sont victimes de l'endettement, du retrait des banques qui laissent libre place aux usuriers, de politiques favorisant l'élite rurale ou le crédit urbain. La France a le taux de suicide des agriculteurs le plus élevé d'Europe, mais l'Inde fait pire encore.

La pression sur la terre existe aussi en Ile-de-France, quoiqu'évidemment dans des conditions bien différentes. Ségolène Darly a montré qu'alors que la production agricole par habitant continue d'augmenter en France, ce n'est plus le cas dans la région de la capitale en raison de la croissance de la consommation foncière pour d'autres usages. Elle a dressé un panorama des mesures mises en place, dont certaines pourraient être reprises en Inde pour contrôler les pertes de terres. Comme partout en France, des zonages (plans d'occupation des sols POS puis plans locaux d'urbanisme PLU, et désormais schémas de cohérence territoriale SCOT supra-communaux) cherchent à geler la conversion de terres agricoles ; d'autre part, et particulièrement en Ile-de-France, des rachats de terres par la puissance publique permettent d'y installer des agriculteurs. Enfin, en agissant sur la demande, de nouveaux marchés sont encouragés au nom de l'agriculture durable : circuits courts, alimentation « bio » rendue obligatoire dans les cantines scolaire, etc. Les difficultés viennent des financements comme de la logistique, mais aussi de la spécialisation agricole francilienne dont la production de céréales est largement excédentaire, alors qu'elle ne produit que très peu de lait ou de

viande et même de fruits et légumes, la croissance urbaine s'étant faite aux dépens de la ceinture maraîchère de l'agglomération parisienne.

L'insécurité alimentaire

Les fortes densités de population indiennes n'ont pas que des inconvénients : elles permettent une agriculture intensive car soignée. L'intégration de l'élevage dans les exploitations renouvelle la fertilité des sols grâce au fumier produit. Si les rendements moyens par hectare ne sont pas comparables à ceux du Vietnam ou de la Chine du sud, ils sont supérieurs à ceux de l'Afrique sud-saharienne où la main-d'œuvre est souvent moins abondante. La bataille de la Révolution verte, à partir des années 1960, a multiplié la productivité de la terre grâce à ses « trois mousquetaires » : les semences améliorées, les engrais chimiques et les forages d'irrigation, très subventionnés (communication de Frédéric Landy). Mais le XXI^e siècle a fait apparaître un virage en la matière : dans certaines régions irriguées, on abandonne la deuxième culture par an, trop gourmande en main-d'œuvre, et des rizières sont transformées en plantations arborées, voire en jachère comme au Kerala. Un processus d'extensification agricole se développe. Ceci se conjugue avec de sérieux problèmes écologiques : salinisation des sols trop irrigués, disparition des terres publiques communales, déclin de la biodiversité cultivée étant donné l'omniprésence de quelques variétés de riz ou de blé... (Brigitte Sébastia). O. Aubriot a particulièrement insisté sur le problème de la baisse des nappes souterraines : les limites techniques aux forages profonds ont été repoussées, ce qui a permis de surmonter provisoirement la question de la recharge des aquifères. Pourtant, l'épée de Damoclès est bien là – tout comme dans le sud de l'Ile-de-France par exemple – d'autant que les politiques semblent bien maladroites. L'électricité des pompes est subventionnée voire gratuite, le crédit demeure relativement libéral, et un marché de l'eau est apparu qui peut bénéficier aux petits paysans mais engendre une pression supplémentaire sur la ressource tout comme un risque de domination sociale par les *waterlords*.

Le coût écologique de la révolution verte est loin d'expliquer à lui seul les changements actuels. Bien que les salaires restent bas, ils sont orientés à la hausse, tout comme le prix des intrants. Or non seulement augmentent les coûts de production agricoles, mais aussi grandissent les « coûts

d'opportunité » vu le développement d'autres revenus potentiels – à la ville notamment –, grâce à l'« émergence » de l'Inde. Dès lors, se développe ce que personne n'aurait imaginé il y a deux décennies : un certain dédain voire mépris pour l'agriculture, et ce au pays de Gandhi. Et pourtant, le goulot d'étranglement des disponibilités foncières demeure : à terme, les campagnes indiennes ne trouveront de salut qu'hors de l'agriculture, vu les superficies agricoles trop réduites. Or, la diversification économique rurale demeure embryonnaire, loin de la situation de l'Asie du Sud-Est ou de la Chine, notamment en raison de l'analphabétisme qui décline trop lentement.

La sécurité alimentaire des micro-exploitants, et plus généralement d'une bonne partie de la population rurale ou même indienne, est donc loin d'être assurée. La National Sample Survey Organisation – l'INSEE locale – n'en finit plus d'enregistrer depuis deux décennies la baisse des rations caloriques (tout juste 2000 calories par tête par jour en 2009-2010). Même si les statistiques de la FAO sont plus optimistes, il n'en reste pas moins un énorme problème. La consommation de céréales (blé au nord, riz au sud) augmente avec le revenu, ce qui montre qu'on n'est qu'au début de la transition alimentaire. Et pourtant, avec le temps, toutes les classes de revenu diminuent leur consommation, y compris les pauvres, ce qui paraît contradictoire et ne peut s'expliquer que par des transformations culturelles qu'il reste à analyser. Le bilan énergétique reste par conséquent très fragile : le prestige du végétarisme, la peur de manger trop de nourriture qualifiée comme « chaude » par la médecine ayurvédique (viande, piments...) empêche les calories carnées de compenser la réduction de la consommation de céréales. La moitié des enfants serait sous-alimentée. Les carences sont aussi qualitatives (B. Sébastia) : un tiers de la population souffre d'un manque de protéines et de micronutriments – et pas seulement parce que, comme dans le sud, on mange du riz excessivement décortiqué, au lieu de céréales à petit grain, de meilleure qualité nutritionnelle. A l'inverse, l'obésité et le diabète commencent à faire des ravages chez les classes moyennes et supérieures. Même les ménages pauvres commencent, du moins en ville, à suivre un régime alimentaire déséquilibré, pour des raisons avant tout culturelles : Amita Baviskar a analysé l'essor de la consommation des *Maggi noodles*, symboles de « modernité » pour une « citoyenneté consumériste » qui permet de faire croire un

moment aux ménages pauvres qu'ils sont sur un pied d'égalité avec les autres consommateurs. Ce type de produits manufacturés est révélateur tout aussi bien de la mondialisation économique à l'indienne (une multinationale suisse, Nestlé, qui parvient à vendre des paquets de 50 grs adaptés à une clientèle pauvre) que d'aspirations à un certain statut social que les nutritionnistes devraient davantage prendre en compte.

Des politiques alimentaires plutôt volontaristes

Ce bilan assez sombre est d'autant plus frappant que l'Inde indépendante, née en 1947 avec le souvenir de la dernière grande famine coloniale du Bengale de 1943, a eu une politique relativement audacieuse en la matière. Sauf entre 1956 et 1964, elle n'a jamais cédé à la relative facilité des importations à bas prix de céréales américaines, et la révolution verte renforça son protectionnisme : il s'agissait de soutenir les agriculteurs, petits ou gros. En 1965 est perfectionné un système qui existait jusque là de façon embryonnaire, et qui correspond au « quatrième mousquetaire » de la révolution verte : l'Etat. Celui-ci s'engage à acheter les surplus des agriculteurs à un prix garanti, afin de les inciter à investir dans l'intensification agricole ; des stocks publics sont ainsi constitués, qui vont être redistribués à prix subventionné aux villes et aux ruraux défavorisés (Bernard Valluis, F. Landy). Ce Public Distribution System (PDS) a donc deux volets, productiviste et social, qui est certes assez coûteux mais n'a jamais été démantelé malgré les critiques venues de la droite (trop cher !) et de la gauche (les plus pauvres n'y ont pas accès, trop de corruption !). Un tiers des céréales et la moitié du sucre subventionnés disparaîtraient sur le marché libre... Il ne faut pourtant pas en exagérer le coût pour les finances publiques : en 2011-2012, alors que 52 % des ménages ruraux et 33 % des urbains achètent riz, blé, sucre ou huile au PDS, l'ensemble du système ne coûte pas plus de 1 % du PIB. Le marché libre demeure prééminent. La critique pourrait plutôt être portée en amont, étant donné que le soutien aux seules céréales a bien des défauts écologiques ou économiques – et que par définition seuls les agriculteurs disposant de surplus peuvent en profiter, ceci excluant donc a priori 80 % des exploitants.

On le voit, la révolution verte est soumise aux mêmes critiques que la Politique agricole commune européenne, la PAC, dont elle est l'exacte

contemporaine (Bruno Dorin). Elle ne correspond vraiment à aucun des trois piliers du développement durable : trop coûteuse économiquement, inégalitaire socialement, dangereuse à terme écologiquement. Aujourd'hui les syndicats agricoles indiens de type FNSEA, qui comme l'Union des paysans indiens (Bharatiya Kisan Union : BKU) et l'Association des agriculteurs de l'Etat du Karnataka (Karnatka Rajya Raitha Sangha : KRRS) étudiés par Christine Lutringer revendiquent le maintien d'un modèle qui pourtant semble avoir fait long feu, semblent quelque peu discrédités. Leurs revendications pour davantage de subventions aux intrants et de soutien des prix agricoles vont à l'encontre des directives de l'OMC, tandis que leur discours altermondialiste réservé à l'international, qui leur a permis d'entrer dans la fédération Via Campesina, n'a pas masqué longtemps leur identité tout à la fois nationaliste hindoue, patriarcale et de caste dominante. Jusqu'en 2008, on pouvait penser que la libéralisation économique en matière agricole allait balayer la machinerie étatique du PDS. Pourtant l'inflation alimentaire mondiale de 2008 l'a remis au goût du jour.

Le parti du Congrès, au pouvoir depuis 2004, a dès lors cherché à ménager la chèvre et le chou – et les gouvernements des 28 Etats fédérés, qui constitutionnellement ont toutes compétences en matière agricole, ont souvent fait de même. D'un côté, des politiques favorables aux grosses entreprises de l'agro-alimentaire (zones franches) ; de l'autre, le National Rural Employment Guarantee Act (NREGA) qui garantit 100 jours de travail par an à toute famille rurale, payés au salaire minimum légal voire au dessus. Si l'Etat est incapable de fournir le travail, il est théoriquement obligé de verser le montant du salaire équivalent, au nom d'une sorte de « droit au travail opposable ». Malgré ses succès notables, qui contribuent à la hausse des salaires ruraux journaliers, ce programme connaît des dysfonctionnements (gages non versés, travaux effectués sur l'exploitation d'un notable, etc.). Surtout, ces chantiers publics peuvent-ils vraiment se substituer longtemps à des emplois moins précaires, dans une économie rurale qui se diversifierait enfin avec l'essor de l'éducation ou l'autonomisation des femmes ?

2013 a vu le vote de la loi sur la Sécurité Alimentaire (Jean Drèze, M.S. Swaminathan). Elle confirme que l'Inde est formellement une grande

démocratie, renforcée par une loi sur le Droit à l'Information particulièrement audacieuse. La loi sur la Sécurité alimentaire confirme le droit aux repas gratuits à l'école déjà en vigueur, cet énorme « Mid Day Meal Programme » qui a pour objectifs aussi bien la nutrition que l'éducation, l'emploi, et l'entente entre castes. Elle garantit également certaines aides pour les femmes enceintes et les nourrissons. Enfin, elle accorde 5 kg de grain mensuels par personne, quasiment gratuits, aux populations les moins riches (75 % des ruraux et 50 % des citadins : des moyennes nationales qui permettront à presque 100 % des ruraux d'être couverts dans les Etats pauvres comme le Bihar, alors que très peu le seront au Pendjab). Elle cherche également à encourager la consommation des céréales à petits grains dans les écoles. Cette loi sera certes incapable de supprimer du jour au lendemain la malnutrition, qui dépend trop de l'éducation ou de l'environnement sanitaire ; mais elle pourra supprimer la faim. Cependant, tout comme le NREGA, elle ne fait pour l'essentiel que graver dans le marbre législatif des mesures qui existaient déjà – certains Etats fédérés avaient même pris des dispositions plus généreuses, et ce depuis longtemps, que celles prévues par New Delhi. La sélection des bénéficiaires, toujours sujette à caution, donne prise aux mêmes critiques qu'à celles qui visent à définir les ménages « sous le seuil de pauvreté » pour leur donner accès à différentes aides sociales. Il ne faudrait pas que par un processus de « recentralisation » au profit de New Delhi disparaissent des initiatives comme celles du gouvernement du Chhattisgarh, qui depuis 2004 a victorieusement combattu la corruption dans le PDS en l'informatisant et en supprimant les intermédiaires de la filière. Mais du moins la loi prend-elle acte de l'exigence de sécurité alimentaire, satisfaisant partiellement les revendications d'une importante fédération d'ONG et de militants réunis depuis 2001 dans la Campagne pour le droit à l'alimentation (www.righttofoodindia.org).

La loi a eu l'inconvénient d'orienter les projecteurs internationaux sur le PDS : quelque temps après ce colloque, lors de la dernière conférence de l'OMC à Bali, en décembre 2013, l'Inde a eu bien du mal, de concert avec le G 33 regroupant des pays pauvres, à faire entendre ses droits à une politique de sécurité alimentaire, quand bien même elle s'engageait à ne pas « distordre le marché » au niveau mondial (cf. citation en exergue). Pourtant, selon certaines estimations les

soutiens à l'agriculture et à l'alimentation versés par l'Inde ne représenteraient que 13 % de ce que dépensent les Etats-Unis, pour des bénéficiaires six fois plus nombreux. On reconnaît là certaines argumentations proches de bien des défenseurs français de la PAC européenne : des soutiens aux agriculteurs sont nécessaires, moins au nom de la *food security* comme de l'autre côté de l'océan Indien, qu'au nom de la *food safety*, de la sécurité sanitaire, d'une agriculture plus responsable qui, grâce au « deuxième pilier » des politiques agri-environnementales, favoriserait tout à la fois une consommation plus équilibrée, la souveraineté alimentaire (au sens de *self-reliance*), des paysages valorisés, ainsi qu'un patrimoine et une identité culturelle.

Entre commerce équitable, agriculture bio et industrie agro-alimentaire

Bien sûr, les acteurs privés ne peuvent qu'avoir un rôle majeur dans les dynamiques à venir. Pourtant, malgré les invitations lancées à participer au colloque, aucun d'entre eux n'était présent, ni de France ni d'Inde. Signe d'une difficulté à communiquer avec le monde académique ? Ou bien peur de communiquer sur des sujets très sensibles ? Les multinationales françaises de la grande distribution en particulier, échaudées par les tergiversations sur la législation indienne et la rupture par WalMart, le géant américain de la grande distribution, de son alliance avec l'entreprise indienne Bharti, n'ont pas pu ou voulu déléguer un participant. Cela est d'autant plus dommage que dans le cas indien, ce sont ces acteurs privés qui sont à l'origine d'une croissance agricole jusque là faible, mais que la prospective annonce élevée pour les prochaines années (Sunit Arora).

Rêvons un peu : au delà de grandes exploitations encore rares en Inde et qui apparaissent difficiles à construire dans le contexte social et politique actuel, une durabilité économique *et* sociale pourrait-elle être permise par l'agriculture sous contrat, qui permet théoriquement de conjuguer efficacité et équité ? Dans l'idéal, elle permettrait tout à la fois croissance de la production, réduction des intermédiaires, diversification des cultures aux dépens des céréales et essor des capitaux privés, sans pour autant mener à la concentration des exploitations. L'agriculture familiale pourrait se maintenir en obtenant de nouveaux débouchés, la production non céréalière pourrait

être encouragée. Quelques *success stories* existent déjà, comme le système *e-chaupal* de la firme ITC qui utilise Internet pour permettre une meilleure information sur les prix. Les dynamiques semblent pourtant favoriser les régions déjà développées et riches en infrastructures, le paysannat le plus aisé. Les exemples français de petits producteurs étranglés par la chaîne de l'agro-alimentaire ne sont pas faits pour rassurer dans un pays comme l'Inde où les cahiers des charges sont souvent laxistes ou difficiles à faire respecter. En Inde, on a eu ces dernières années une forte inflation des prix des denrées alimentaires à la consommation, ceci alors que les producteurs souffraient de prix bas : les intermédiaires prennent des bénéfices exagérés le long d'une chaîne de commercialisation démesurément longue, dans des marchés théoriquement réglementés mais en proie à la corruption. La controverse récente sur l'ouverture au capital étranger des grandes surfaces de détail illustre bien certains dilemmes : le statu quo n'est satisfaisant ni pour les producteurs ni pour les consommateurs – mais l'exemple français montre aussi que les grandes surfaces ne sont pas nécessairement favorables à l'émancipation des petits producteurs ni à la sécurité sanitaire.

Une voie alternative a en tous cas été évoquée sous ses différents visages, qu'on pourrait résumer sous le nom de citoyenneté alimentaire. Du point de vue de la production, il s'agit de lutter contre l'emprise croissante de certaines multinationales, qui cherchent à breveter le vivant : C. Lutringer a ainsi analysé le combat contre la multinationale Syngenta et son projet de contrôle d'une banque de germoplasmes de riz au Chhattisgarh. Tout un mouvement paysan, soutenu par des militants urbains et diplômés (Chhattisgarh Seed Satyagraha), l'a finalement emporté sur fond de luttes naxalites. Le moratoire décidé en 2010 par le ministre de l'Environnement à l'encontre de la culture commerciale d'une aubergine OGM, créée par la Tamil Nadu Agricultural University et par l'indien Mahyco (entreprise alliée à l'américain Monsanto), est aussi révélateur des ambiguïtés d'une Inde où pourtant les capitaux étrangers, notamment américains, s'installent de plus en plus. (Cargill est le deuxième acheteur de blé, après la Food Corporation of India).

Une agriculture plus durable ne peut fonctionner qu'avec le soutien de consommateurs impliqués. C'est ce qui ressortait de l'exposé de Laurent Muratet, un responsable d'Alter Eco qui a

conduit des agriculteurs français en Inde pour suivre la grande marche de revendication menée par P. V. Rajagopal, de l'ONG Ektaparishad. Une grande plantation de thé à Darjeeling qui avait été rachetée par ses employés s'est transformée en une coopérative rentable malgré, ou plutôt grâce à son caractère équitable et biologique. En France comme en Inde, des exploitations familiales disparaissent alors que des solutions économiquement viables, fondées sur une production de qualité, existent. C'est ce qu'a confirmé Monique Poulot à propos de l'Ile-de-France. Aujourd'hui, plus d'un quart des exploitations françaises sont sous label ou certification – et la proportion est identique en Ile-de-France : privilégier la qualité et non la quantité, c'est redonner de la valeur ajoutée à l'agriculture, favoriser la *food security* en encourageant des cultures non délocalisables, et renforcer la sécurité sanitaire par des cahiers des charges garantissant la traçabilité. Dans cette logique, on assiste à des élargissements multiples de ces processus, en termes de produits (au lieu des seuls vins et fromages), de procédures et de labels, comme de critères : ainsi le label français AOC (Appellation Origine Contrôlée) est devenu l'euro-péenne « Appellation d'origine protégée » (AOP). Surtout, trois grands types de certification existent désormais, fondés pour le premier sur le terroir (AOC et AOP), pour le second sur le mode de production (production « fermière » ou « biologique » par exemple), pour le dernier sur des « interventions » citoyennes à l'image des formules en circuits courts dont les Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne (AMAP) sont l'expression la plus médiatisée. Une dernière tendance se lit plus récemment encore : c'est l'intervention des élus de la ville ou de la Région Ile-de-France, comme le montrent la création du label « Saveurs Paris-Ile de France » et la mise en place d'un Plan alimentaire régional qui vient soutenir l'agriculture biologique et les circuits courts. Ainsi la ville devient un nouvel acteur agricole via ses consommateurs, au point d'inventer de nouvelles normes.

La parole, pour conclure, avait été laissée à André Torre et Bruno Dorin. Ce dernier s'est demandé combien de temps encore l'agriculture indienne demeurera centrée sur les céréales – une obsession qui n'est pas sans ressembler à celle de la France, et qui représente un handicap pour le revenu des agriculteurs comme pour la biodiversité. Oléagineux et protéagineux pourraient dans les deux pays réduire les importations agricoles,

améliorer l'alimentation des ménages et faciliter la restitution de la fertilité des sols. Cela dit, il est heureux que pour l'instant l'Inde ne suive pas le chemin de la Chine où l'alimentation carnée est en forte hausse. D'un côté, un pays qui exporte de la viande (l'Inde), de l'autre un pays qui en importe, ainsi que beaucoup d'aliments fourragers... L'Inde conserve donc une chance de devenir une grande puissance de l'agro-écologie. Le nombre des agriculteurs ne baisse pas encore comme en Europe : encore faudrait-il leur rémunérer leurs services environnementaux avant qu'il ne soit trop tard, et ici comme ailleurs le modèle des aides directes européennes peut inspirer les décideurs indiens – par ses qualités comme par ses défauts.

Quant à A. Torre, il souligna les points communs dans les processus que connaissent les deux pays, et notamment le défi suivant : l'étalement urbain pousse à augmenter la productivité de la terre pour compenser la baisse des surfaces exploitées – tandis que la recherche de la qualité des produits va plutôt à l'encontre d'une hausse des rendements. De quel côté faire pencher la balance ? Sans doute faut-il chercher la complémentarité, entre des produits locaux (à la portée des petits exploitants) et une production de masse plus internationale.

Pour finir, à la lumière de cette journée un pays a-t-il à « tirer des leçons » de l'expérience de l'autre ? La question est bien sûr très contestable, vu les différences de contexte national, en termes de taille, de niveau de développement, de structures sociales, culturelles ou politiques. Il semble toutefois qu'à ce jeu, les deux ensembles semblent sur un pied d'égalité. Bien sûr, l'Inde pourrait s'inspirer des pratiques de régulation de l'occupation des sols dans le monde rural ou périurbain d'(Ile-de-) France, pour essayer de limiter les pertes de terre agricole. Elle pourrait développer un système d'aides directes agri-environnementales. Elle pourrait aussi renforcer ses systèmes d'indication géographique, développés seulement depuis la loi de 1999, pour développer une agriculture de qualité respectueuse de l'environnement. Mais en retour, la France pourrait méditer sur le rapport à la terre et à l'agriculture que conservent encore beaucoup d'Indiens ; sur l'attachement culturel à des variétés locales que l'on ne cultive que pour l'autoconsommation ; sur la recherche de produits frais par les ménages, qui pourrait impliquer une forme de reconstitution

d'une ceinture maraîchère pour satisfaire à moindre coût cette demande croissante ; ou bien sur certaines stratégies de petits exploitants qui, comme Monsieur Jourdain, font du bio sans le savoir – souvent il est vrai par manque d'argent pour acheter des intrants plus que par conviction. Ce que d'aucuns qualifient rapidement de « sous-développement » indien montre peut-être l'avenir à bien des acteurs français et franciliens.

Annexe : intervenants cités

Arora, Sunit : journaliste, Associate Managing Editor, *Outlook Magazine*, New Delhi

Aubriot, Olivia : agro-ethnologue, chargée de recherche au CNRS, Centre d'Etudes Himalayennes, Villejuif

Baviskar, Amita : sociologue du développement, Associate Professor, Institute for Economic Growth, Delhi

Darly, Ségolène : géographe, maître de conférence à l'Université Paris 8, chercheuse au LADYSS, Laboratoire Dynamiques Sociales et Recomposition des Espaces.

Dorin, Bruno : agroéconomiste, Centre de coopération internationale de recherche agronomique pour le développement (CIRAD), Montpellier (devenu chef du département Economie et Recherche-Développement au Centre de Sciences Humaines, New Delhi)

Drèze, Jean : économiste, Visiting Professor, Allahabad University. Auteur, avec Amartya Sen, de *An Uncertain Glory. India and its Contradictions*, Allen Lane, Londres, 2013

Houiller, François, Président directeur général de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA), Paris

Landy, Frédéric : géographe, professeur à l'Université Paris Ouest-Nanterre, UMR LAVUE-Mosaïques et membre associé du Centre d'Etudes de l'Inde et de l'Asie du Sud.

Lutringer, Christine, politologue, chercheuse et chargée d'enseignement au Centre for Area Cultural Studies de l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne

Muratet, Laurent : directeur Marketing et Communication, Alter Eco, entreprise de commerce équitable, Paris

Poulot, Monique, géographe, professeure à l'Université Paris-Ouest Nanterre la Défense

Sainath, Palagummi : journaliste, Rural Affairs editor, *The Hindu*, Chennai. Prix Ramon Mag-saysay 2007

Sébastien, Brigitte : anthropologue, chercheuse au département de sciences sociales de l'Institut français de Pondichéry

Singh, Arun Kumar : ambassadeur de l'Inde en France

This Saint-Jean, Isabelle : vice-présidente du Conseil régional d'Ile de France

Torre, André : économiste, directeur de recherche à l'Institut national de la recherche agronomique (INRA), AgroParisTech.

Valluis, Bernard : ingénieur agronome, président délégué, Association nationale de la meunerie française

Vinçon, Philippe : chef du service des relations internationales au ministère de l'Agriculture, devenu conseiller Agriculture et développement rural à la Présidence de la république en janvier 2014

Working Papers : la liste

- Hervé Le Bras, Jean-Luc Racine & Michel Wieviorka, *National Debates on Race Statistics: towards an International Comparison*, FMSH-WP-2012-01, février 2012.
- Manuel Castells, *Ni dieu ni maître : les réseaux*, FMSH-WP-2012-02, février 2012.
- François Jullien, *L'écart et l'entre. Ou comment penser l'altérité*, FMSH-WP-2012-03, février 2012.
- Itamar Rabinovich, *The Web of Relationship*, FMSH-WP-2012-04, février 2012.
- Bruno Maggi, *Interpréter l'agir : un défi théorique*, FMSH-WP-2012-05, février 2012.
- Pierre Salama, *Chine – Brésil : industrialisation et « désindustrialisation précoce »*, FMSH-WP-2012-06, mars 2012.
- Guilhem Fabre & Stéphane Grumbach, *The World upside down, China's R&D and innovation strategy*, FMSH-WP-2012-07, avril 2012.
- Joy Y. Zhang, *The De-nationalization and Re-nationalization of the Life Sciences in China: A Cosmopolitan Practicality?*, FMSH-WP-2012-08, avril 2012.
- John P. Sullivan, *From Drug Wars to Criminal Insurgency: Mexican Cartels, Criminal Enclaves and Criminal Insurgency in Mexico and Central America. Implications for Global Security*, FMSH-WP-2012-09, avril 2012.
- Marc Fleurbaey, *Economics is not what you think: A defense of the economic approach to taxation*, FMSH-WP-2012-10, mai 2012.
- Marc Fleurbaey, *The Facets of Exploitation*, FMSH-WP-2012-11, mai 2012.
- Jacques Sapir, *Pour l'Euro, l'heure du bilan a sonné : Quinze leçons et six conclusions*, FMSH-WP-2012-12, juin 2012.
- Rodolphe De Koninck & Jean-François Rousseau, *Pourquoi et jusqu'où la fuite en avant des agricultures sud-est asiatiques ?*, FMSH-WP-2012-13, juin 2012.
- Jacques Sapir, *Inflation monétaire ou inflation structurelle ? Un modèle hétérodoxe bi-sectoriel*, FMSH-WP-2012-14, juin 2012.
- Franson Manjali, *The 'Social' and the 'Cognitive' in Language. A Reading of Saussure, and Beyond*, FMSH-WP-2012-15, juillet 2012.
- Michel Wieviorka, *Du concept de sujet à celui de subjectivation/dé-subjectivation*, FMSH-WP-2012-16, juillet 2012.
- Nancy Fraser, *Feminism, Capitalism, and the Cunning of History: An Introduction*, FMSH-WP-2012-17, august 2012.
- Nancy Fraser, *Can society be commodities all the way down? Polanyian reflections on capitalist crisis*, FMSH-WP-2012-18, august 2012.
- Marc Fleurbaey & Stéphane Zuber, *Climate policies deserve a negative discount rate*, FMSH-WP-2012-19, september 2012.
- Roger Waldinger, *La politique au-delà des frontières : la sociologie politique de l'émigration*, FMSH-WP-2012-20, september 2012.
- Antonio De Lauri, *Inaccessible Normative Pluralism and Human Rights in Afghanistan*, FMSH-WP-2012-21, september 2012.
- Dominique Méda, *Redéfinir le progrès à la lumière de la crise écologique*, FMSH-WP-2012-22, octobre 2012.
- Ibrahima Thioub, *Stigmates et mémoires de l'esclavage en Afrique de l'Ouest : le sang et la couleur de peau comme lignes de fracture*, FMSH-WP-2012-23, octobre 2012.
- Danièle Joly, *Race, ethnicity and religion: social actors and policies*, FMSH-WP-2012-24, novembre 2012.
- Dominique Méda, *Redefining Progress in Light of the Ecological Crisis*, FMSH-WP-2012-25, décembre 2012.
- Ulrich Beck & Daniel Levy, *Cosmopolitanized Nations: Reimagining Collectivity in World Risk Society*, FMSH-WP-2013-26, february 2013.
- Xavier Richet, *L'internationalisation des firmes chinoises : croissance, motivations, stratégies*, FMSH-WP-2013-27, février 2013.
- Alain Naze, *Le féminisme critique de Pasolini, avec un commentaire de Stefania Tarantino*, FMSH-WP-2013-28, février 2013.
- Thalia Magioglou, *What is the role of "Culture" for conceptualization in Political Psychology? Presentation of a dialogical model of lay thinking in two cultural contexts*, FMSH-WP-2013-29, mars 2013.
- Byasdeb Dasgupta, *Some Aspects of External Dimensions of Indian Economy in the Age of Globalisation*, FMSH-WP-2013-30, april 2013.
- Ulrich Beck, *Risk, class, crisis, hazards and cosmopolitan solidarity/risk community – conceptual and methodological clarifications*, FMSH-WP-2013-31, april 2013.
- Immanuel Wallerstein, *Tout se transforme. Vraiment tout ?*, FMSH-WP-2013-32, mai 2013.
- Christian Walter, *Les origines du modèle de marche au hasard en finance*, FMSH-WP-2013-33, juin 2013.
- Byasdeb Dasgupta, *Financialization, Labour Market Flexibility, Global Crisis and New Imperialism – A Marxist Perspective*, FMSH-WP-2013-34, juin 2013.
- Kiyomitsu Yui, *Climate Change in Visual Communication: From 'This is*

- Not a Pipe' to 'This is Not Fukushima', FMSH-WP-2013-35, juin 2013.
- Gilles Lhuillier, *Minerais de guerre. Une nouvelle théorie de la mondialisation du droit*, FMSH-WP-2013-36, juillet 2013.
- David Tyfield, *The Coal Renaissance and Cosmopolitized Low-Carbon Societies*, FMSH-WP-2013-37, juillet 2013.
- Lotte Pelckmans, *Moving Memories of Slavery: how hierarchies travel among West African Migrants in Urban Contexts (Bamako, Paris)*, FMSH-WP-2013-38, juillet 2013.
- Amy Dahan, *Historic Overview of Climate Framing*, FMSH-WP-2013-39, août 2013.
- Rosa Rius Gatell & Stefania Tarantino, *Philosophie et genre: Réflexions et questions sur la production philosophique féminine en Europe du Sud au XX^e siècle (Espagne, Italie)*, FMSH-WP-2013-40, août 2013.
- Angela Axworthy *The ontological status of geometrical objects in the commentary on the Elements of Euclid of Jacques Peletier du Mans (1517-1582)*, FMSH-WP-2013-41, août 2013.
- Pierre Salama, *Les économies émergentes, le plongeon ?*, FMSH-WP-2013-42, août 2013.
- Alexis Nuselovici (Nouss), *Lexil comme expérience*, FMSH-WP-2013-43, septembre 2013.
- Alexis Nuselovici (Nouss), *Exilience : condition et conscience*, FMSH-WP-2013-44, septembre 2013.
- Alexis Nuselovici (Nouss), *Exil et post-exil*, FMSH-WP-2013-45, septembre 2013.
- Alexandra Galitzine-Loumpet, *Pour une typologie des objets de l'exil*, FMSH-WP-2013-46, septembre 2013.
- Hosham Dawod, *Les réactions irakiennes à la crise syrienne*, FMSH-WP-2013-47, septembre 2013.
- Gianluca Manzo, *Understanding the Marriage Effect: Changes in Criminal Offending Around the Time of Marriage*, FMSH-WP-2013-48, GeWoP-1, octobre 2013.
- Torkild Hovde Lyngstad & Torbjørn Skarðhamar, *Understanding the Marriage Effect: Changes in Criminal Offending Around the Time of Marriage*, FMSH-WP-2013-49, GeWoP-2, octobre 2013.
- Gunn Elisabeth Birkelund & Yannick Lemel, *Lifestyles and Social Stratification: An Explorative Study of France and Norway*, FMSH-WP-2013-50, GeWoP-3, octobre 2013.
- Franck Varenne, *Chains of Reference in Computer Simulations*, FMSH-WP-2013-51, GeWoP-4, octobre 2013.
- Olivier Galland & Yannick Lemel, avec la collaboration d'Alexandra Frenod, *Comment expliquer la perception des inégalités en France ?*, FMSH-WP-2013-52, GeWoP-5, octobre 2013.
- Guilhem Fabre, *The Lion's share : What's behind China's economic slowdown*, FMSH-WP-2013-53, octobre 2013.
- Venni V. Krishna, *Changing Social Relations between Science and Society: Contemporary Challenges*, FMSH-WP-2013-54, novembre 2013.
- Isabelle Huault & Héléne Rainelli-Weiss, *Is transparency a value on OTC markets? Using displacement to escape categorization*, FMSH-WP-2014-55, janvier 2014.
- Dominique Somda, *Une humble aura. Les grandes femmes au sud de Madagascar*, FMSH-WP-2014-56, janvier 2014.
- Débora González Martínez, *Sur la translatio de miracles de la Vierge au Moyen Âge. Quelques notes sur les Cantigas de Santa Maria*, FMSH-WP-2014-57, janvier 2014.
- Pradeep Kumar Misra, *The State of Teacher Education in France: A Critique*, FMSH-WP-2014-58, janvier 2014.
- Naeem Ahmed, *Pakistan's Counter-terrorism strategy and its Implications for domestic, regional and international security*, FMSH-WP-2014-59, janvier 2014.
- Anatole Fogou, *Histoire, conscience historique et devenir de l'Afrique : revisiter l'historiographie diopienne*, FMSH-WP-2014-60, janvier 2014.
- Pierre Salama, *Les classes moyennes peuvent-elles dynamiser la croissance du PIB dans les économies émergentes?*, FMSH-WP-2014-61, février 2014.
- Marta Craveri & Anne-Marie Losonczy, *Growing up in the Gulag: later accounts of deportation to the USSR*, FMSH-WP-2014-62, february 2014.
- Philippe Steiner, *The Organizational Gift and Sociological Approaches to Exchange*, FMSH-WP-2014-63, GeWoP-6, february 2014.
- Françoise Bourdarias, Jean-Pierre Dozon & Frédéric Obringer, *La médecine chinoise au Mali. Les économies d'un patrimoine culturel*, FMSH-WP-2014-64, février 2014.
- Ilan Bizberg, *The welfare state and globalization in North America*, FMSH-WP-2014-65, may 2014.
- Philippe Steiner, *Cartographie des échanges*, FMSH-WP-2014-66, GeWoP-7, mai 2014.
- Olga Stepanova, *Le roman, la pièce de théâtre et le film : traits communs et particularités*, FMSH-WP-2014-67, mai 2014.
- Flavia Buzzetta, *Adaptations de thèmes magico-cabalistiques juifs médiévaux par le Quattrocento italien*, FMSH-WP-2014-68, mai 2014.
- Frédéric Landy, *Quelle sécurité alimentaire en Inde ? Dilemmes économiques, socio-politiques et environnementaux. Une mise en miroir francilienne*, FMSH-WP-2014-69, juin 2014.

Position Papers : la liste

Jean-François Sabouret, *Mars 2012 : Un an après Fukushima, le Japon entre catastrophes et résilience*, FMSH-PP-2012-01, mars 2012.

Ajay K. Mehra, *Public Security and the Indian State*, FMSH-PP-2012-02, mars 2012.

Timm Beichelt, *La nouvelle politique européenne de l'Allemagne : L'émergence de modèles de légitimité en concurrence ?*, FMSH-PP-2012-03, mars 2012.

Antonio Sérgio Alfredo Guimarães, *Race, colour, and skin colour in Brazil*, FMSH-PP-2012-04, July 2012.

Mitchell Cohen, *Verdi, Wagner, and Politics in Opera. Bicentennial Ruminations*, FMSH-PP-2012-05, May 2013.

Ingrid Brena, *Les soins médicaux portés aux patients âgés incapables de s'autogérer*, FMSH-PP-2013-06, avril 2013.

Thalia Magioglou, *Refaire l'Europe ou refaire le « monde » ? Un commentaire sur l'ouvrage : « Refaire l'Europe avec Jürgen Habermas »*, FMSH-PP-2013-07, septembre 2013.

Samadia Sadouni, *Cosmopolitisme et prédication islamique transfrontalière : le cas de Maulana Abdul Aleem Siddiqui*, FMSH-PP-2013-08, septembre 2013.

Alexis Nuselovici (Nouss), *Étudier l'exil*, FMSH-PP-2013-09, septembre 2013.